

Le personnel militaire français détaché en Suisse (novembre 1918)

Autor(en): **Vuilleumier, Christophe**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2015)**

Heft 2

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-781266>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



En juin 1914, l'armée française mobilise et part au front la fleur au fusil. Elle déçoit rapidement et développe au cours de la Guerre une importante capacité de recherche de renseignement.

Histoire

Le personnel militaire français détaché en Suisse (novembre 1918)

Christophe Vuilleumier

Historien

Les réseaux d'espionnage en Suisse, durant la Première Guerre mondiale, se développèrent tout au long de celle-ci. Et si l'effort massif de l'Allemagne dans ce domaine sur le territoire helvétique ne fut guère égalé par ses ennemis, la France allait toutefois consacrer des moyens importants pour lutter contre les agents allemands et garder sous surveillance des lieux pouvant se révéler stratégiques. Elle allait notamment créer des réseaux en lien avec son attaché militaire, une pratique relativement courante,¹ ainsi qu'avec ses consulats et les bases du 2^e Bureau établies à proximité immédiate de la frontière suisse, en territoire français, comme le centre d'Annemasse ou celui de Pontarlier.

Le 3 novembre 1918, six jours avant l'abdication de Guillaume II, Georges Clemenceau, alors président du Conseil et ministre de la guerre, allait faire écrire par le biais du 2^e Bureau I², l'organe s'occupant des missions à l'étranger, au colonel Pageot, l'attaché militaire français à Berne, lui demandant de confirmer la liste des hommes détachés en Suisse³. Clemenceau se rendait-il compte à la fin de la guerre que les renseignements à propos du personnel militaire en mission à l'étranger n'étaient pas centralisés, des soldats qui échappaient de facto au contrôle des Inspections Générales des Effectifs? C'est du moins ce qu'il écrivait. À moins qu'il ait eu préféré éviter jusqu'alors de centraliser ces informations pour des raisons de sécurité? Quoi qu'il en soit, l'état-major général souhaitait au terme du conflit faire de l'ordre et avoir une vision claire des agents se trouvant sur le terrain sensés renseigner le 2^e Bureau. Le fossé entre la réalité des opérations et les salons des ministères parisiens était

tel que l'autorité militaire centrale, la guerre finissant, ne connaissait plus exactement le périmètre d'action de ces hommes. Paris allait même jusqu'à avouer dans son courrier son ignorance, en précisant « *qu'il y aura lieu en outre de me signaler ceux des militaires, ... détachés en mission soit par le Ministère de la Guerre, soit par tout autre Département ministériel qui vous semble ne plus rendre les services spéciaux qui ont motivé leur envoi.* »⁴ Le secrétaire en charge de la rédaction des noms des hommes engagés sur le sol helvétique allait commettre des erreurs dans l'orthographe de certaines institutions suisses et répéter les patronymes de certains soldats, démonstration de l'ignorance de l'Etat-Major à leur propos, si ce n'est que ces hommes aient travaillé pour différents ministères. La liste énumère quelques deux cent quatre-vingt-un hommes: deux colonels, un lieutenant-colonel, un major, treize capitaines, neuf lieutenants et deux chefs d'escadron, soit quatre hauts-officiers, vingt-quatre officiers plus cinq officiers interprètes, ainsi que quarante-huit sous-officiers et cent douze soldats. Septante-neuf hommes n'avaient pas de grade connu par Paris.

Ces soldats en fonction en Suisse en 1918 dépendaient de quatre ministères; le Ministère de l'armement qui comptait alors trente hommes dont de nombreux ingénieurs, le Ministère de l'instruction publique qui regroupait cent vingt-neuf hommes, le Ministère des affaires étrangères qui entretenait quarante-neuf personnes, le personnel diplomatique principalement, et le Ministère de la guerre dont cent hommes dépendaient. C'est dans les rangs du contingent dépendant du Ministère de l'instruction publique que le plus grand flou régnait comme le prouvent les nombreuses incertitudes du secrétaire en charge de la rédaction de cette liste. Il convient

1 Michel Lesur, « Les mouvements révolutionnaires russes de 1882 à 1910 d'après les fonds F7 des Archives Nationales », *Cahiers du monde russe et soviétique*, Paris 6-2 (1965), pp. 279-326.

2 Ministère de la guerre, État-major de l'armée, 2^e Bureau I, Missions à l'étranger, Lettre 7856-2/11-S.C.M.

3 Fonds privé. Original déposé au Centre des Archives Diplomatiques de Nantes, archives Ambassades / Suisse / Consulat de France à Zurich - 5. Liste de 313 militaires détachés ou en mission en Suisse au 3 novembre 1918.

4 Fonds privé. Original déposé Centre des Archives Diplomatiques de Nantes, archives Ambassades / Suisse / Consulat de France à Zurich - 5. Lettre de l'État-Major de l'Armée, 2^e Bureau I (Missions à l'étranger), Ministère de la Guerre, au Colonel Pageot, attaché militaire à Berne, du 3 novembre 1918.

également de noter le grand nombre de répétitions de noms en lien avec le Ministère de la guerre, vingt-deux hommes semblant appartenir à ce dernier autant qu'à un autre ministère ! Ces hommes répondaient-ils à deux hiérarchies ou n'était-ce qu'une erreur de rédaction ? Il est impossible de ne pas remarquer que ces répétitions concernent des universitaires ou des personnes en charge dans des administrations, à une exception près, des personnes pouvant avoir travaillé pour le compte des services du Ministère de la guerre en marge de leur première affectation ou avoir été réaffectées.

Le colonel Pageot allait donner suite aux ordres de Paris en demandant aux consuls, et notamment au consul du Zurich, de faire le nécessaire, treize jours plus tard. La lettre avait-elle tardé à lui parvenir ou lui fallait-il procéder à quelques vérifications avant de lancer officiellement l'enquête ? À moins que l'armistice signé dans la forêt de Compiègne le 11 novembre ait nécessité de sa part une attention particulière ? Pageot savait en outre pertinemment bien que la liste provenant de Paris était incomplète. Il allait ainsi demander au consul de dresser la liste des français en service dans sa circonscription « *en y comprenant ceux qui pourraient figurer dans la liste nominative générale... mais encore tous ceux qui ne figurent pas sur cette liste et dont vous pourriez avoir connaissance.* »

Ces hommes étaient-ils tous des espions ? Il semble évident que nombre d'entre eux le furent réellement. Le capitaine Raspail qui secondait le colonel Gaston Pageot à Berne était ainsi un spécialiste du sabotage. Joseph Huderlin et Napoléon Passiat, quant à eux, travaillaient au sein de la fabrique Zénith, gardant un œil sur les productions de cette entreprise qui était devenue à partir de 1916 un fournisseur de la Royal Air Force, lui fournissant des montres de bord s'intégrant aux tableaux de bord des avions, notamment des biplans Avro 504. Adolphe Mignolet était, lui, employé dans les usines de Tavannes Watch Co, laquelle livrait des fusées d'obus à l'ensemble des belligérants, aussi bien alliés qu'Allemands, durant toute la guerre⁵. Son poste dans cette entreprise lui permettait ainsi sans doute d'évaluer relativement aisément les expéditions de munitions à destination de l'Allemagne. Les services de renseignement français étaient encore parvenus à infiltrer la société des Atelier Piccard & Pictet à Genève, dite Pic Pic, chez qui Paul André Tournier travaillait et surveillait la production de grenades et d'obus destinés aux alliés. Le Consul René Ristelhueber allait, pour sa part, s'illustrer dans le renseignement au cours de la Seconde Guerre mondiale⁶. Si les hommes qui figurent sur ce répertoire ne furent certainement pas pour la plupart des agents actifs, tous étaient du moins appelés à fournir ou transmettre des informations. On imagine ainsi relativement mal le professeur Jean Amédée Weber, occupant la chaire

d'anatomie de la faculté de Médecine de Genève, le trente-neuvième nom de la liste, jouer les espions. Pourtant, l'éminent docteur avait servi comme médecin dans une unité de chasseurs d'Afrique de l'armée d'Orient jusqu'en 1917. Le vétéran des Dardanelles avait aisément pu intégrer la faculté puisque ses collègues francophiles cherchaient alors à remplacer son prédécesseur, l'allemand Laskowski. Le professeur Weber occupa dès lors un poste honorable au sein d'une ville travaillée par de multiples réseaux d'agents de renseignement étrangers, pouvant aisément faire office de relais.

De même, l'historien Pierre de Labriolle, issu d'une famille de petite noblesse d'Île-de-France, occupait la chaire de langue et littérature latines à l'Université de Fribourg depuis 1904. Lorsque la guerre avait éclaté, le lettré avait été appelé à la direction de l'hôpital de Belfort jusqu'en 1917, avant de rentrer à Fribourg où il allait déployer une activité importante au sein de la communauté française, fréquentant notamment Jean Bruhnes, Maurice Masson, Max Turmann ou Paul Girardin. Sa place au sein de la société helvétique faisait de lui un agent de renseignement idéal. Son nom apparaît d'ailleurs à deux reprises dans la liste, sous le Ministère de l'instruction publique et sous celui de la guerre. Il n'est pas impossible que Pierre de Labriolle ait joué un rôle important dans les mouvances francophiles de la population fribourgeoise, des tendances démontrées spectaculairement en mars 1915, lorsqu'une foule avait brisé les fenêtres d'un citoyen allemand résidant à Fribourg tout en chantant l'hymne national français⁷.

Quant à Jean-Baptiste Hygonet, sa fonction d'aumônier auprès des prisonniers de guerre en Suisse – il est permis de supposer qu'il s'agissait de prisonniers français – faisait de lui un messager idéal.

Ces agents de renseignement ne constituaient pas, les lettres de l'État-Major et de l'attaché militaire nous le confirment, les seuls personnes à œuvrer pour la France en Suisse. Des civils comme Paul Esmiol ou des Suisses acquis à la cause venaient compléter cet effectif, un vaste réseau mouvant, en continuelle transformation suite aux arrestations, aux trahisons voire aux pertes qui intervenaient au gré des opérations.

C. V.

⁵ Pierre-Yves Donzé, « *De l'obus à la montre: la Première Guerre mondiale et l'industrialisation de l'horlogerie à La Chaux-de-Fonds,* » Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts 23 (2008), p. 137 / Christine Gagnebin-Diacon, *La fabrique et le village: la Favannes Watch Co, 1890-1918*, Porrentruy 2006, pp. 45-7.

⁶ Graeme Stewart Mount, *Canada's Enemies: Spies and Spying in the Peaceable Kingdom*, Dundurn, 1993.

⁷ *Gazette de Lausanne*, 18 mars 1915, p. 2.

Ministère de l'armement			
Piacon	René	Capitaine	Ingénieur
Combe	André	Capitaine	Ingénieur
Nicodeme	Georges	Capitaine	Ingénieur
Blanchard	Maurice	S-Lieutenant	Ingénieur
Charpentier de Moriez	Stanislas	Lieut. de réserve	Ingénieur
Beaufils	René	Lieutenant	Ingénieur
Neouze	Emile	Sergent	Dir. atelier de serrurerie
Bollin	Eugène	Caporal	Ingénieur des Arts et Manufactures
Deseille	?	Soldat	Ingénieur
Colin	René	Soldat	Comptable
Geneton	Sean	Soldat	Ajusteur
Molryre	Jean	Soldat	Étudiant en droit
Trouillat	Edmond	Soldat	Ingénieur
Mottet	?	Soldat	Chaudronnier
Bourgeois	Louis	Brigadier	Ingénieur
Pillot	Léonard	Sergent	Dessinateur
Thibault	Edmond	Soldat	Industriel
Favarel	Louis	Sergent	Agent-réceptionnaire du PC
Germont	René, Adolphe	Soldat	Chef comptable
Pacetry	Henry	Soldat	Chargé du serv. comm. des mines de charbon
Minost	André	S-Lieutenant	Négociant en bois
Focheron	Maurice	Sergent	Clerc de notaire liquidateur
de Kerpezdon	?	Brigadier	Propriétaire exploitant des forêts
Darfas	Emile	Caporal	Rédacteur à la préfet. de l'Oise
Paroux	Georges	Soldat	Chef de chantier
Fallek	André	Soldat	Chef de bureau à la « White Star Line » Comptable
Habary	?	Soldat	Comptable
Montignot	Gaston Alfred	Soldat	Négociant en bois
Dubois	Albert	Canonnier	-d-
Degardin	Joseph	Soldat	-d-